

**Direction Régionale et Interdépartementale de  
l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2018-47292  
Saint GOBAIN ABRASIFS à Conflans- Sainte-Honorine**

**Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°04-176 du 7 septembre 2004 autorisant la société SAINT GOBAIN ABRASIVES à exploiter des installations d'emploi et de stockage de produits toxiques et d'enduction de toiles sur son site de Conflans-Sainte-Honorine, situé rue de l'Ambassadeur ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013022-0008 du 22 janvier 2013 imposant à la société susvisée des prescriptions complémentaires relatives aux dispositions à mettre en œuvre pendant les périodes de sécheresse ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 imposant à la société susvisée des prescriptions complémentaires modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2004 et mettant à jour le classement des activités de la société SAINT GOBAIN ABRASIFS ;**

**Vu la visite d'inspection en date du 18 juin 2018 ;**

**Vu le rapport de visite de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;**

**Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 5 septembre 2018 ;**

**Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 septembre 2018 ;**

**Considérant** que, lors de la visite en date du 18 juin 2018 du site susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect :

- de l'article 7.1.1 du chapitre I, du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2004 : des produits incompatibles sont stockés sur une même rétention ;
- de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 : les équipements de sécurité, notamment les installations sprinklage ne sont pas en état de fonctionnement total ;
- de l'article 2.2 du chapitre V, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 et du point 4, de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : présence de murs coupe-feu en mauvais état (présence de trous) et des portes coupe-feu qui ne fonctionnent pas et maintenues ouvertes avec des cales en bois au sous-sol, dans l'usine et l'entrepôt ;
- de l'article 2.4, du chapitre V, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 : les exutoires pour le désenfumage des locaux n'étaient pas commandés manuellement et que les dispositifs présents sur le site ne sont pas situés à des endroits accessibles en toutes circonstances ;
- de l'article 7.1.4, du chapitre V, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 : les poteaux d'incendie ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004 ;
- de l'article 9, de l'annexe II, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : stockage de matière à proximité immédiate des éléments de structure, du système d'extinction automatique d'incendie ainsi que de la base de la toiture ;
- de l'article 7.1.4, du chapitre V, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 : le site ne dispose pas en toute circonstance des ressources en eau suffisantes pour alimenter le réseau d'eau incendie ;
- de l'article 7.2.4, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 07 septembre 2004 : le Système de Sécurité Incendie (SSI) (centrale CHUBB) centralisant l'ensemble des alertes du site était en alerte feu dans la zone 21 (local charge batteries) pour un boîtier et en défaut pour le second, sans qu'aucune action concrète n'ait été lancée ;
- de l'article 7.3, du chapitre V, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 : absence d'un second accès, nécessaire en cas d'intervention des services de secours ;
- de l'article 7, du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 : la station d'épuration (STEP) est en exploitation et en très mauvais état (rouille, écoulement des eaux...), que les portes d'accès à l'usine et à l'entrepôt sont cassés ;
- de l'article 6.2, du chapitre I, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2004 et de l'article 5.6 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 : les eaux de refroidissement de la tour aéroréfrigérante (TAR) sont rejetées dans les eaux souterraines.

**Considérant** que ces constats constituent des manquements à certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 7 septembre 2004, l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 juillet 2014, des arrêtés ministériels du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 et du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAINT GOBAIN ABRASIVES de respecter les dispositions réglementant son site de Conflans-Sainte-Honorine afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les observations de l'exploitant en date du 5 septembre 2018 sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** qu'il convient de modifier le projet d'arrêté de mise en demeure conformément au courrier de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2018;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société SAINT GOBAIN ABRASIVES, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, de respecter pour son établissement situé rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine :

- **sous un délai d'une semaine :**

- l'article 7.1.1, du chapitre I, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2004, en mettant les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles sur des rétentions différentes.

- **sous un délai d'un mois :**

- l'article 2.2, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, ainsi que le point 4, de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en réparant les murs et portes coupe-feu selon les règles constructives définies ;
- l'article 9, de l'annexe II, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en mettant une distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage ;
- l'article 7.2.4, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, en déclenchant les alarmes appropriées pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

À cet effet, l'exploitant fournira, sous un délai d'un mois, les éléments permettant de justifier son organisation pour permettre en cas de déclenchement d'alarme, une mobilisation des équipes et, sous un délai d'un mois, un rapport justifiant le bon fonctionnement du SSI de la centrale CHUBB ».

- **sous un délai de deux mois :**

l'article 7.1.4, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, en disposant en toute circonstance des ressources en eau suffisantes pour alimenter le réseau d'eau incendie ;

- **sous un délai de trois mois :**

- l'article 2.4, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004 et au point 5, de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en mettant en place une commande manuelle pour chaque ouverture d'exutoire et en plaçant les dispositifs à des endroits accessibles en toutes circonstances ;

l'article 7.1.4, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, en s'équipant de poteaux incendie conformes aux prescriptions ;

- **sous un délai de quatre mois :**

- l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 juillet 2014, en remettant en état de fonctionnement total, les équipements de sécurité, notamment les installations de sprinklage.

L'exploitant doit mettre en place, dans un délai d'une semaine, des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité compte tenu de l'indisponibilité du système sprinklage. L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai d'une semaine, un échéancier détaillé des travaux à mener en regard des constats recensés dans le rapport de vérification trentenaire de l'installation de sprinklage. »

◦ **sous un délai de six mois :**

- l'article 7, du Titre 2, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, en maintenant la STEP ainsi que les portes d'accès à l'usine et à l'entrepôt propre et entretenu en permanence ;
- l'article 7.3, du chapitre V, du Titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 2004, en créant un second accès au site en prenant en compte les contraintes de sécurité.

**Article 2 :** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société SAINT GOBAIN ABRASIVES, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Saint Germain en Laye,
- maire de la commune de Conflans-Sainte-Honorine,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **28 SEP. 2018**  
Pour le Préfet des Yvelines  
et par délégation le Directeur,  
Pour le Directeur, et par subdélégation,  
L'adjointe au Chef de l'unité départementale des Yvelines



Cécile CASTEL